

Appel : Marche de la Dignité



Avec le soutien d'Angela Davis

En octobre 2005, étaient fauchées à Clichy-sous-Bois, les jeunes vies de Ziad et Bouna, une tragédie mettant en cause des fonctionnaires de police. Depuis, la stratégie de l'État français, loin de chercher à châtier les coupables, consiste uniquement à fuir ses responsabilités. Comme il l'a fait dans les dizaines de crimes policiers depuis des décennies.

Ce même mois d'octobre 2005, comme réponse à leur mort, un vent de colère secoua toutes les banlieues de France pendant des semaines. Les interprétations les plus courantes de ces émeutes incriminèrent à juste titre la déshérence des quartiers, les conditions sociales lamentables, le chômage, la vie dure : une véritable guerre sociale faite aux pauvres. Mais elle ne dirent pas assez combien au cœur de cette révolte, figurait, forte, l'exigence de respect. La dénonciation du mépris par lequel avait été traitée la mort de ces deux adolescents et à travers leur cas, la dénonciation du mépris souverain dans lequel sont tenus les habitants des quartiers, leur attachement à la dignité collective.

Vingt ans plus tôt en 1983, ce sont déjà d'autres violences policières qui poussèrent des jeunes issus de l'immigration post-coloniale à mener à travers la France la Marche de 1984, la fameuse marche pour l'égalité. Égalité sociale, bien sûr mais aussi égalité de considération. Les jeunes disaient "Nous ne sommes pas du gibier à flics, nous sommes des êtres humains !" L'État se devait de la briser. Il mit alors tout en oeuvre pour saboter cette auto-organisation en médiatisant à outrance certaines officines pseudo-antiracistes. Celles-ci s'employèrent de tous leurs moyens financiers à étouffer la Marche pour l'égalité sous les milliers de décibels de concerts gratuits et leur anti-racisme de pacotille.

Aujourd'hui, comme il y a 30 ans, comme il y a 10 ans, loin d'avoir renoncé à ses comportements passés, l'État français ne sait que renforcer tous ses dispositifs de surveillance et de répression. En plus des conditions sociales toujours plus déplorables, le harcèlement des populations des quartiers, leur humiliation, constituent le quotidien pour les Noirs, les Arabes, les Rroms, les Blancs des quartiers. Dans ce paysage dévasté, le crime policier n'est jamais fortuit. Il est l'aboutissement de toute la logique d'un État qui n'a pour nous que désintérêt et mépris.

Le crime policier est l'expression achevée du racisme d'État. C'est celui-ci qui conditionne des fonctionnaires puissamment armés à passer à l'acte, c'est lui qui les dispense de réfléchir au moment tragique, qui leur donne le temps de se saisir de leur arme, d'ajuster et de tirer à mort ou d'écraser la poitrine et la gorge de leur proie sous la clef d'étranglement. Le message

implicite que délivre le crime policier est simple. "Non seulement vous n'êtes pas des êtres humains comme les autres, mais avec vous nous pouvons aller jusqu'à la mise à mort et les meurtriers sont assurés de l'impunité". À ce jour, rarissimes sont les procès ayant abouti favorablement. Le crime policier n'est jamais un homicide involontaire, il n'est jamais gratuit, il est là pour répandre la consternation, la désolation dans les cœurs et les esprits des familles endeuillées, pour nous faire renoncer à être traités comme des êtres humains. Il n'épargnera personne, il est là pour nous terroriser. C'est pourquoi comme il y a 30 ans, comme il y a dix ans, contre l'humiliation quotidienne, contre le mépris, contre l'islamophobie, la négrophobie, la romophobie, galopantes, contre les crimes policiers, s'impose une nouvelle marche : la marche de la dignité. Notre réaction puissante, organisée, confiante est la seule façon d'enrayer notre écrasement collectif annoncé.

C'est à cette grande Marche de la Dignité que nous vous convions le 31 octobre prochain.

Amal Bentounsi, le 8 mai 2015, à Saint-Denis, au nom du collectif Marche des Femmes pour la Dignité (MAFED)

Source : https://www.google.fr/search?q=urgence+notre+police+assassine&ie=utf-8&oe=utf-8&gws_rd=cr&ei=h9qjVdifEIbuUPvDs-AJ

Amal BENTOUNSI, Sihame ASSBAGUE, Rachida AZZIZ, Paola BACCHETTA, BAMS Hind BEN FARES, Nargesse BIBIMOUNE, Houria BOUTELDJA, Sarah CARMONA, CASEY, Samia CHALA, Ismahane CHOUDER, Rokhaya DIALLO, Eva DOUMBIA, Soraya EL KAHLAOUI, Mireille FANON-MENDES France, Tauana Olivia GOMES-SILVA, Nacira GUENIF-SOUILAMAS, Hanane KARIMI, Fatima KHEMILAT, Stella MAGLIANI-BELKACEM, Zakia MEZIANI, Karima MONDON, Samia MOUCHARIK, Ndella PAYE, Maboula SOUMAHORO, Hanifa TAGUELMINT, Nadia TENGOUT, Vanessa THOMPSON, Joby VALENTE, Françoise VERGES, Louisa YOUSFI

Soutiens collectifs (associations/ organisations subissant le racisme/ issues des immigrations et des quartiers)

Association des travailleurs maghrébins de France, Association pour la reconnaissance des droits et libertés aux femmes musulmanes (Tourcoing), Azira's way, Brigade Anti-Négrophobie, Bruxelles Panthères, Collectif Ali Ziri, Collectif des filles et fils d'Africains déportés, Collectif des Musulmans de France, Droit à la différence, Falsafa (Angers), Fondation Frantz Fanon, Front Uni de l'Immigration et des Quartiers Populaires, La Voix des Roms, Les Indivisibles, Mamans Toutes Égales, Mémoires en marche, Parti des Indigènes de la République, Romano Godjako Truj, Urgence Notre Police Assassine, Collectif Afro-Fem, Collectif contre Exhibit B.

Soutiens individuels (personnalités, artistes, intellectuels...)

Aminata Traoré (ancienne ministre de la Culture du Mali, écrivaine/Mali), Said Bouamama (sociologue/FUIQP), Asma Lamrabet (Directrice du centre d'études féminines en Islam/Maroc), Amina Annabi (artiste), Saidou ZEP (artiste), Baro Syntax (artiste), Princesse Erika (artiste), Esperanza Fernandez, Skalpel/ Première Ligne / Bboykonsian (artiste), Raphael Confiant (écrivain/Martinique), Malika Hamidi (Sociologue, Directrice du European Muslim

Network/Belgique), Ali Rahni (militant associatif), Angela Davis (activiste/USA), Esse
Lawson (comédienne)